

Une administration irresponsable



Le Gouvernement a démontré non seulement son incapacité à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales, mais aussi son incapacité à présenter un plan convaincant pour améliorer la vie des citoyens. Les bénéfices de la croissance économique n'ont pas touché les personnes le plus dans le besoin alors que les pauvres le sont chaque fois davantage. Il est clair que le modèle appliqué n'est pas durable et le Gouvernement n'est pas préparé à gérer les ressources naturelles ni leur exploitation ni leur concession en faveur de la citoyenneté. Malgré certains progrès dans le domaine de la corruption, celle-ci reste l'un des problèmes majeurs s'interposant entre le Mozambique et le bien-être.

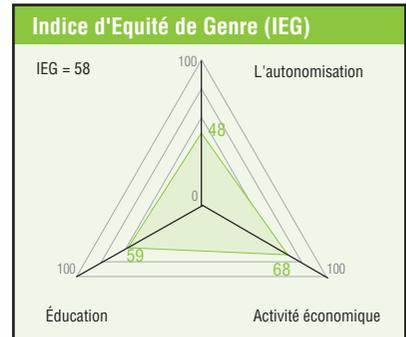
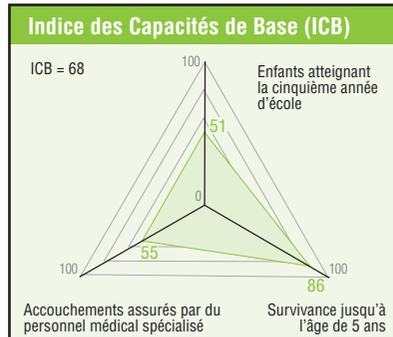
Liga de Derechos Humanos
Centro de Integridad Pública
Centro de Apoyo a la Justicia Informal
Custódio Duma, Coordonateur

Le Mozambique possède une richesse non négligeable en ressources naturelles telles que le gaz naturel, le charbon végétal, l'aluminium et l'argent ainsi qu'un littoral de plus de 2 500 kilomètres de long, des rivières et des forêts, du bois et un potentiel touristique énorme¹. Toutefois, l'éventuelle contribution de ces ressources à la réduction de la pauvreté dans le pays reste éloignée, principalement parce que la politique nationale qui incite les méga projets est irresponsable et non durable.

De fait, certaines études suggèrent que le Gouvernement n'est pas prêt à gérer les ressources naturelles, ni leur concession ni leur exploitation au bénéfice de l'économie nationale et des citoyens en général, une situation qui contribue à ruiner les opportunités de promotion du développement du pays². Depuis fin 2010, des économistes, des représentants de la société civile et même la Commission des évêques catholiques du Mozambique cherchent à persuader le Gouvernement qu'il revoie les exonérations fiscales accordées aux mégaprojets alors que le fardeau fiscal des citoyens augmente.

Le rapport du Mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP)³, publié en novembre 2009, affirme que le service public mozambicain est politisé et qu'il est difficile de distinguer l'État du Frelimo, le parti au pouvoir depuis 1975, année de l'indépendance nationale. Outre que cette situation constitue une forme discriminatoire de gérer le secteur public, la collusion entre le parti et l'État sape la planification de politiques publiques et tend à politiser tous les processus de développement socio-économique.

De plus, avec ses discours vides et ses mesures frustrées, le Gouvernement a démontré non seulement son incapacité à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales mais aussi son incapacité à présenter un plan convaincant pour améliorer la vie des citoyens.



Une fausse croissance

Récemment, le Fonds monétaire international (FMI) a classé la croissance économique du Mozambique comme étant l'une des plus élevées de la région⁴ et a également prédit une croissance réelle du PIB de 7,25 % en 2011 et de 8 % à moyen terme. Cependant, ces bénéfices économiques n'aident pas les pauvres, qui, eux, continuent à s'appauvrir de plus en plus. De fait, le salaire minimal au Mozambique est de 2700 Metical (90 USD), qui ne répond seulement qu'à 35 % des besoins fondamentaux des familles, selon les syndicats et les organisations de travailleurs⁵. Une étude réalisée par PriceWaterhouseCoopers, a également montré que le salaire des mozambicains n'a augmenté cette année que de 9,8 % alors que l'inflation s'est située à 15 %, signifiant ainsi une perte de 5,2 %.

C'est pour cette raison que plusieurs économistes ne manquent pas de croire que la croissance économique du pays est fausse étant donné que plus de 50 % du budget des administrations publiques est financé par les pays donateurs et que 80 % de l'investissement national provient de sources externes⁶. Aucun des facteurs liés à l'économie, comme la balance des paiements, le budget de l'État,

certain investissements et le contrôle de l'inflation, ne serait déterminé par la richesse nationale ou le fonctionnement et l'équilibre interne, le marché intérieur ou la production nationale, mais par les ressources externes.

Bien que la forte inflation frappant le pays soit une conséquence directe de la hausse internationale des prix des produits alimentaires et du pétrole brut, il faut avouer que le Mozambique n'a pas la capacité d'exploiter son potentiel et de produire de la nourriture et autres intrants pouvant même être exportés et contribuer ainsi à réduire la dépendance externe. Mais la situation économique difficile du pays est principalement liée à des modèles de croissance non durables ou irréalistes.

La lutte contre la corruption

Malgré le fait que Transparency International ait informé que le pays avait connu une amélioration dans la lutte contre la corruption, passant de la 130^e position en 2009 à la 116^e en 2010 sur un total de 178 pays⁷, ce problème demeure un des obstacles majeurs pour le développement du pays, étant donné que plusieurs facteurs combinés se sont accentués, tels que la faiblesse des procédures de gestion, le manque de transparence dans l'administration publique, l'impunité des infractions et les lois désuètes en la matière.

Néanmoins, l'amélioration du score de l'incidence de la corruption est due aux procès de deux cas importants de détournement de fonds publics pour une valeur avoisinant 10 millions d'USD impliquant deux anciens ministres, l'un de l'Intérieur

1 Maps of the World, *Mozambique Natural Resources*, <www.mapsoftheworld.com/mozambique/economy/natural-resources.html>.
2 C. N. Castel-Branco, "O que é que a ITIE faz bem e o que é que não faz? Uma proposta de agenda de trabalho sobre os recursos naturais em Moçambique," (25 février 2011), <www.iiese.ac.mz/lib/noticias/2011/CNCB_PGMM_Fev2011.pdf>.
3 African Peer Review Mechanism, "Country Review Report: Mozambique", *APRM Country Review Report No. 11*, (juin 2009), <www.aprm-international.org/index.htm>.

4 MacauHub, *IMF says Mozambique economy post growth of 6.5 pct in 2010*, (11 avril 2011), <www.macauhub.com.mo/en/2011/04/11/imf-says-mozambican-economy-posts-growth-of-6-5-pct-in-2010>.
5 Empresas e Negócios, *Salários mínimos são marca da pobreza em Moçambique*, (26 mars 2011), <empresasenegocios.org/2011/03/26/salarios-minimos-sao-marca-da-pobreza-em-mocambique>.
6 Canalmoz, *Estabilidade económica de Moçambique é falsa*, interview avec João Mosca, (12 avril 2011), <www.canalmoz.co.mz/hoje/19205-estabilidade-economica-de-mocambique-e-falsa.html>.

7 Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2010 Results*, <www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010/results>.

et l'autre des Transports et des communications, ainsi qu'un président du Conseil de l'administration aéroportuaire. Même ainsi, la décision finale des affaires judiciaires⁸ a simplement démontré le degré de manipulation du système judiciaire par le pouvoir politique.

La question de la transparence a constitué l'un des principaux points du programme national 2010-2011, dans le domaine de l'industrie extractive. Pendant le premier trimestre 2011, le Mozambique a accompli la première étape pour devenir un pays conforme à l'Initiative pour la Transparence dans l'industrie extractive (ITIE) au niveau international, en publiant le premier rapport annuel comprenant les déclarations des paiements effectués par les entreprises du secteur des industries extractives et les montants respectifs reçus par l'État⁹. D'après l'analyse des organisations de la société civile participant au processus de l'ITIE, elles ont été unanimes à considérer ridicule (moins de 1 % du budget) la contribution finale des six entreprises sélectionnées pour faire partie du premier rapport concernant l'exercice 2008¹⁰.

Selon les analyses de certains experts, ce rapport montre comment l'État mozambicain perd sur deux tableaux lorsqu'il octroie l'exploitation des ressources naturelles : en premier lieu en octroyant des incitations fiscales superflues aux multinationales et ensuite, en sous-évaluant les richesses¹¹.

La pauvreté et le mécontentement

Malgré l'optimisme manifesté par le discours politique officiel, des études récentes montrent que le coût de la vie est de plus en plus élevé au Mozambique. En l'absence de mécanismes de dialogue continu et constructif, il est possible que les émeutes et les soulèvements populaires de 2008 et 2010 se répètent pour exprimer le mécontentement.

Les « émeutes » du 5 février 2008 et du 1er et 2 septembre 2010 ont paralysé la capitale, Maputo, ainsi que la ville de Matola située à seulement 20 kilomètres de celle-ci. Ces émeutes ont également affecté les provinces de Gaza, Manica et Nampula, laissant un bilan d'une vingtaine de morts et de 200 blessés. Le Gouvernement n'a réussi à mettre fin aux troubles qu'en promettant, à deux reprises, des subventions aux carburants, au transport semi-collectif de passagers - connu comme « plaque 100 » - et, récemment, à certains aliments, avec la promesse d'un « panier familial ».

Depuis 2007, le président a déclaré publiquement à plusieurs reprises que le problème de la pauvreté dans le pays était d'origine psychologique et que la population devait être plus optimiste et commencer à combattre sa « pauvreté mentale¹² ». Pour cette raison, la stratégie précédente pour lutter contre la pauvreté absolue, appelée PARPA (Plan d'Action pour la Réduction de la Pauvreté Absolue), a été rebaptisé depuis mai 2011, le PARP, car il est entendu que la pauvreté des Mozambicains n'est plus absolue.

Cependant, le Troisième rapport d'évaluation de la pauvreté n'est pas arrivé aux mêmes conclusions : selon celui-ci, la pauvreté absolue touche environ 52 % des Mozambicains¹³, avec une plus grande incidence dans la zone centrale du pays. C'est pour cette raison que le Mozambique ne sera pas en mesure d'atteindre un des Objectifs du Millénaire pour le développement qui consiste à réduire son taux de pauvreté qui était de 80 % en 1990, à 40 % en 2015. De plus, le taux de chômage atteint 21 % de la population active¹⁴.

En outre, des évaluations indépendantes réalisées après cinq ans de PARPA II, achevé en 2009, ont démontré que moins de 50 % des objectifs ont été réalisés. Le retard dans le développement du nouveau plan d'action a compromis la prochaine phase du PARP, également d'une période de cinq ans, qui aurait dû commencer en 2010. Le Gouvernement vient de conclure et d'approuver le PARP en mai de cette année, alors que durant l'exercice 2010-2011, il s'était basé sur des plans génériques et des mesures improvisées.

L'indice de développement humain (qui est déterminé en fonction de l'espérance de vie à la naissance, l'accès au savoir et le niveau de vie décent) a situé le Mozambique en 2010 au 165^{ème} rang mondial, avec un indicateur de 0,284, tandis que l'Indice des capacités de base de Social Watch de 2010 (déterminé en fonction de la mortalité infantile, du pourcentage d'accouchements assistés par du personnel qualifié et du pourcentage d'enfants atteignant la cinquième année de l'enseignement primaire) donne au Mozambique une valeur de 71, ce qui le place dans la catégorie des pays ayant un niveau de développement faible¹⁵.

Des indicateurs de santé faibles

La mortalité infantile dans le pays est de 79 pour 1000 naissances vivantes¹⁶. L'accès aux services de santé est limité et 50 % de la population vit à plus de

20 km du centre sanitaire le plus proche ce qui signifie, dans la pratique, qu'il n'a pas d'accès à ces services. Par ailleurs, le pays est affecté négativement par une série d'épidémies qui sont, pour le moment, loin d'être combattues :

- *Le VIH/SIDA* (16 % de la population est séropositive).
- *Le paludisme* représente environ 30 % de tous les décès. La prévalence de cette maladie chez les enfants de deux à neuf ans varie entre 40 % et 80 %, tandis que 90 % des enfants de moins de cinq ans sont infectés par les parasites du paludisme dans certaines zones. Le paludisme est également un problème majeur affectant les femmes enceintes dans les zones rurales. Environ 20 % des femmes enceintes sont infectées par le parasite, les mères primipares sont les plus touchées, avec un taux de prévalence de 31 %¹⁷.
- *La tuberculose* est une cause majeure de morbidité et de mortalité, elle touche les groupes les plus vulnérables, particulièrement les jeunes adultes, les enfants et les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Depuis 1993, le Mozambique est sur la liste des 22 pays considérés comme les « pays gravement affectés », avec une morbidité très élevée et se trouve au 18^{ème} rang dans le classement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
- *La lèpre*. Le Mozambique est le pays qui a la plus forte prévalence de cette maladie en Afrique et l'un des six pays les plus touchés dans le monde, avec un taux de prévalence de 1,4 pour 10 000 habitants¹⁸.
- *Le choléra*. L'année dernière, selon le ministère de la Santé, le choléra a causé 36 décès sur 1968 cas signalés¹⁹.

Conclusion

Tant que le Gouvernement ne changera pas sa manière de considérer la pauvreté, il lui sera impossible d'aborder le problème de manière adéquate. De même, s'il continue de croire en la validité des mesures de développement du pays à travers des indicateurs tels que la croissance du PIB, il ne sera pas en mesure de répondre correctement aux problèmes urgents qui affligent les Mozambicains et le modèle de développement qui sera implémenté ne respectera pas les principes de durabilité. La croissance économique à elle seule, comme on le sait, n'est pas suffisante. Ainsi, des projets tels que le PARPA et son dérivé, le PARP, n'ont pas apporté d'amélioration à la situation du peuple et pour cela, le mécontentement continue de croître. ■

8 The Boston Globe, "Sentence Reduced in Mozambican Corruption Case," 24 mai 2011. Disponible sur : <www.boston.com/business/articles/2011/05/24/sentence_reduced_in_mozambican_corruption_case/>.

9 Iniciative de Transparència na Indústria Extractiva, *Primeiro Relatório da Iniciativa de Transparência na Indústria Extractiva em Moçambique sobre a Reconciliação de Pagamentos e Recebimentos na Indústria Extractiva*, <www.itie-mozambique.org/relatorio.pdf>.

10 T. Selemene and D. Nombora, *Implementação da ITIE, gestão de recursos naturais e urgência da renegociação e publicação dos contratos com mega projectos: O caso de Moçambique*, (Maputo: Centro de Integridade Pública, mai 2011), <www.cip.org.mz/cipdoc/84_ANALISE%20ITIE%20MOÇAMBIQUE%202011.pdf>.

11 Castel-Branco, op. cit.

12 Government of Mozambique, *A luta continua pela independência completa*, (25 juin 2010), <www.portaldogoverno.gov.mz/noticias/news_folder_politica/junho-2010/a-luta-continua-pela-independencia-completa>.

13 Ministério da Planificação e Desenvolvimento, *Pobreza e Bem-Estar em Moçambique: Terceira Avaliação Nacional*, (octobre 2010), <www.ine.gov.mz/publicacoes/TERCEIRA_AVALIACAO_NACIONAL_DA_POBREZA1.pdf>.

14 Index Mundi, *Economia: Taxa de desemprego*, <www.indexmundi.com/map/?v=74&l=pt>.

15 UNDP, *Human Development Report 2010*; Social Watch, *The 2010 Basic Capabilities Index: Slowing Down*, (Montevideo, 2010).

16 Index Mundi, *População: Taxa de mortalidade infantil*, <www.indexmundi.com/map/?t=0&v=29&r=xx&l=pt>.

17 Ministério da Saúde, *Programa Nacional de Controlo de Malária*, <www.misau.gov.mz/pt/programas/malaria/programa_nacional_de_controlo_da_malaria>.

18 Ministério da Saúde, *Lepre*, <www.misau.gov.mz/pt/epidemias_endemias/lepra>.

19 Ministério da Saúde, *Cólera*, <www.misau.gov.mz/pt/epidemias_endemias/colera>.